

**MACROECONOMIE**  
*UFR Mathématiques de la Décision*  
*Deuxième Année DEUG MASS*  
*Partiel Avril 2001*

Durée : 2 heures  
 Calculatrices Interdites  
 Documents Interdits

**Exercice : le budget 2001 de l'Irlande et l'UEM**

*Pour la première fois depuis la création de l'UEM, les ministres des Finances ont condamné publiquement la politique économique et budgétaire suivie par l'un d'entre eux, l'Irlande, en état de « surchauffe » avec une inflation record estimée à 5.3% en 2000. [...] C'est bien entendu le budget clairement expansionniste de l'Irlande qui explique cet avertissement. Il prévoit, à la fois, une forte hausse des dépenses de l'Etat (+18%) et des baisses d'impôts importantes, représentant environ 1.5% du PIB pour l'ensemble de l'année. [...] Le rapport conclut : «Le budget de l'Irlande pour 2001 est de nature expansionniste et procyclique et, par conséquent, non conforme aux grandes orientations des politiques économiques européennes. »*

Les échos, mardi 13 février 2001

Le but de cet exercice est de comprendre l'incidence de la politique budgétaire irlandaise sur le reste de l'UEM en supposant qu'il n'existe pas de relations commerciales entre les deux zones.

On considère donc deux zones géographiques **n'ayant aucune relation commerciale** entre elles. Pour simplifier, on utilisera par la suite les termes **pays 1** (Irlande) et **pays 2** (reste de l'UEM). Il existe dès lors **deux marchés des biens distincts dans les deux zones. Nous supposons que les deux pays ont la même monnaie et un marché des titres unifié.** Les caractéristiques des deux zones sont les suivantes :

<b>Variables</b>	<b>Pays 1</b>	<b>Pays 2</b>
Consommation	$c_1 = 0.9(y_1 - t_1) + 40$	$c_2 = 0.9(y_2 - t_2) + 40$
Investissement Privé	$i_1 = -0.1r + 10$	$i_2 = -0.1r + 10$
Impôts	$t_1 = \frac{1}{3}y_1$	$t_2 = \frac{1}{3}y_2$
Dépenses Publiques	$g_1$	$g_2$
Demande de Monnaie	$L_1(y_1, r) = 0.1y_1 - 0.05r$	$L_2(y_2, r) = 0.1y_2 - 0.05r$

On suppose que **l'offre globale d'encaisses monétaires réelles (pour les deux zones), notée  $m^s$ , est contrôlée par la banque centrale européenne, indépendante des gouvernements nationaux.** On suppose que les prix et salaires sont fixes et on se place dans une situation de chômage keynésien dans les deux pays.

**Question 1.a :** Déterminez les équations d'équilibre réel sur les deux marchés des biens (pays 1 et 2). Déterminez l'équation d'équilibre sur le marché de la monnaie. Commentez.

**Question 1.b :** Représentez dans le plan  $(y_2, r)$  l'équilibre de court terme obtenu pour le pays 2 conditionnellement à un revenu d'équilibre  $y_1$  du pays 1. Représentez dans le plan  $(y_1, r)$  l'équilibre de court terme obtenu pour le pays 1 conditionnellement à un revenu d'équilibre  $y_2$  du pays 2. Etudiez graphiquement l'incidence d'une augmentation du revenu  $y_1$  sur le revenu d'équilibre  $y_2$  du pays 2.

**Question 2.a.** Déterminez le revenu d'équilibre de court terme du pays 1 en fonction des dépenses publiques  $g_1$ , de l'offre de monnaie  $m^s$  et du revenu  $y_2$  du pays 2. De la même façon, déterminez le revenu d'équilibre court terme du pays 2 en fonction des dépenses publiques  $g_2$ , de l'offre de monnaie  $m^s$  et du revenu d'équilibre  $y_1$  du pays 1. En étudiant les trois marchés (biens pays 1, biens pays 2 et monnaie), expliquez économiquement le sens de variation du revenu  $y_2$  en fonction de  $y_1$ .

**Question 2.b :** A partir de ces deux équations, montrez que les revenus d'équilibre de court terme peuvent s'écrire :

$$y_1^* = \frac{80 + 2g_1 - 0.4g_2 + 1.6m^s}{0.96}$$

$$y_2^* = \frac{80 + 2g_2 - 0.4g_1 + 1.6m^s}{0.96}$$

En déduire, le niveau d'équilibre du taux d'intérêt  $r^*$ .

**Question 3.a :** On suppose que l'Irlande (pays 1) augmente ses dépenses publiques d'un montant  $dg_1$  en finançant cette augmentation par un accroissement de son déficit. Quel est l'impact de cette politique sur le revenu d'équilibre irlandais  $y_1^*$ , le revenu d'équilibre du reste de la zone UEM  $y_2^*$ , et sur le niveau des taux d'intérêt de la zone UEM. Vous proposerez une *explication économique*, une *analyse graphique pour chaque pays* et les *multiplicateurs correspondants*.

**Question n°3.b :** Dans ce cas, quelle doit être la politique de la banque centrale européenne (BCE), si cette dernière désire que la politique budgétaire expansionniste irlandaise (pays 1) n'ait pas de conséquence sur le niveau du revenu du reste de la zone UEM (pays 2). Vous proposerez une *explication économique*, une *analyse graphique pour chaque pays* et les *multiplicateurs correspondants*. Comparez vos résultats à ceux de la question 3.a.

**Question n°4.a :** Supposons à présent que l'Irlande (pays 1) et le reste de la zone de l'UEM (pays 2) décident de coordonner leurs politiques budgétaires dans le cadre d'un accord européen. Concrètement, on suppose ici que les deux pays décident d'une augmentation simultanée et identique de leurs dépenses publiques :  $dg_1 = dg_2 = dg > 0$ . Quelle est alors l'incidence de cette politique coordonnée sur les revenus d'équilibre des deux pays et sur les taux d'intérêt européens ? Vous proposerez une *explication économique*, une *analyse graphique pour chaque pays* et les *multiplicateurs correspondants*.

**Question n°4.b :** En comparant les réponses des questions 3.a et 3.b, expliquez économiquement (de façon précise) pourquoi le reste de la zone UEM (pays 2) a intérêt à imposer une coordination des politiques budgétaires plutôt que de laisser l'un des pays membres (l'Irlande) pratiquer une politique budgétaire non coordonnée. Vos résultats sont-ils

compatibles avec la conclusion du rapport des ministres des Finances figurant dans l'article des échos.

**Question n°4.c :** En comparant les réponses des questions 3.a et 3.b, expliquez économiquement pourquoi l'Irlande (ou de façon symétrique tout autre pays de l'UEM) a intérêt à dévier d'un accord de coordination européen et à pratiquer seule une politique budgétaire expansionniste.

**Question n°5 :** **sans faire aucun calcul**, expliquez économiquement pourquoi la politique budgétaire irlandaise, peut à plus long terme, induire une inflation dans l'ensemble de la zone UEM.